

PBI-France

Rapport d'activité pour l'année 2020

PBI-France est une association loi 1901 qui travaille en tant que « groupe national » de l'ONG internationale **Peace Brigades International**. Son siège est à Paris et son fonctionnement repose sur une coordinatrice salariée à mi-temps et des bénévoles. Sa mission essentielle est de soutenir les programmes de PBI dans les pays d'intervention (en 2020 : Mexique, Honduras, Guatemala, Colombie, Kenya, Indonésie, Népal, et Costa Rica pour les défenseur.e.s exilé.e.s du Nicaragua). Ces programmes consistent à élargir l'espace de travail de militantes et militants des droits humains en leur assurant, à leur demande, un **accompagnement protecteur**, tant physique que politique, par des équipes de volontaires internationaux et/ou des équipes salariées de coordination. Ce soutien se traduit par l'envoi de volontaires formé.e.s, l'accueil de défenseur.e.s pour des tournées de plaidoyer, des contributions financières, la constitution d'un réseau d'alerte composé de personnalités pouvant être influentes. PBI-France travaille aussi à la sensibilisation du public français et entretient des rapports réguliers avec des associations œuvrant dans le même but.

Yali Sequeira a occupé le poste de coordinateur (17,5h/semaine) du 8 décembre 2019 au 28 février 2021. Il a vu son CDD reconduit en décembre 2020, mais nous a quitté pour une nouvelle opportunité professionnelle au sein du Réseau France Colombie Solidarités (RFCS). Marion Fichet, volontaire française de retour du projet Mexique, a effectué un CDD de 6 mois à 80 %, entre juin et novembre 2020, en tant que chargée de communication et d'événementiel dans le cadre du « returned volunteer position » financé par PBI Allemagne. Yasmine Louanchi a effectué un stage de deux mois en novembre et décembre 2020, principalement sur des tâches de plaidoyer.

Sommaire

- 1 - Les volontaires français.es
- 2 - Tournées de défenseur.e.s
- 3 - Conférences pour la sensibilisation du public français
- 4 - Alertes relayées dans le réseau de PBI-France
- 5 - Financements et transferts de fonds aux Programmes terrain
- 6 - Relations avec le milieu associatif
- 7 - Communication
- 8 - Formations
- 9 - Vie associative

1 - Les volontaires français.es

9 volontaires français.e.s étaient sur le terrain en 2020.

Mexique :

Marion Fichet a terminé sa mission en mars 2020, suite au rapatriement des volontaires de terrain en raison des restrictions sanitaires. Elle a ensuite travaillé

aux côtés de PBI France comme chargée de communication entre juin et novembre 2020.

Colombie :

Jocelyn Roy a quitté le projet en janvier 2020 pour des raisons personnelles.

Aurore Choquet a terminé sa mission en juin 2020, et PBI France l'a d'ailleurs accueillie pour ses deux derniers mois de mission, sur un travail à distance avec la Colombie en raison des questions sanitaires. Elle a fait bénéficier notre équipe bénévole d'un retour d'expérience le 24 juin 2020, a organisé une session de formation au plaidoyer avec notre coordinateur en mai 2020, et a publié en juin le premier photo-blog de PBI France sur son expérience en Colombie. Elle a également écrit pour PBI France, un article sur la situation de la Colombie, 4 ans après la signature des accords de paix.

Coline Sovran a terminé sa mission en novembre 2020. Elle s'est depuis engagée comme bénévole au sein de PBI France en tant que référente pays Colombie, en binôme avec une autre bénévole.

Chloé Rabiet a quitté PBI en mars 2020 en raison de la crise Covid-19 ainsi que pour des raisons personnelles.

Lena Stephan a rejoint l'équipe d'Uraba en décembre 2020.

Guatemala :

Clémence Leduc a terminé sa mission au premier semestre 2020.

Lucie Costamagna a terminé sa mission en juin 2020 et a fait bénéficier notre équipe bénévole d'une session de retour d'expérience le 2 décembre 2020. Elle est restée au Guatemala.

Honduras : Aucun.e volontaire français.e n'est parti.e au Honduras en 2020.

Kenya: Aucun.e volontaire français.e n'est parti.e au Kenya en 2020.

La vice-présidente de PBI-France a été en contact avec tou.te.s les volontaires au cours de l'année 2020 et certain.e.s se sont investi.e.s avec PBI-France avant leur départ ou à leur retour (notamment à l'occasion de retours d'expérience pour nos bénévoles). PBI France a intégré le « volunteer support working group » afin d'apporter le meilleur soutien possible aux volontaires français.e.s sur le terrain en mars 2020, au lendemain de l'annonce de la pandémie de Covid-19. En 2020, le recrutement de volontaires dans les projets a été mis en pause en raison de l'impact des restrictions sanitaires sur les activités d'accompagnement physique dans les pays d'intervention. Le rapatriement des volontaires de terrain a été plus ou moins bien géré selon les projets. Les recrutements ont repris début 2021 pour le projet Mexique et Colombie. Le projet Honduras lancera quant à lui sa campagne de recrutement au mois de mars 2021.

2 - Tournées de défenseur.e.s

En 2020, les deux tournées de plaidoyer auxquelles PBI France a contribué se sont déroulées « en distanciel », via des réunions organisées en visio-conférence avec des diplomates.

Tournée de plaidoyer de Honduras

Cette année nous n'avons pas pu réaliser la tournée d'un.e défenseur.e du Honduras prévue (dans le cadre de la subvention du SCCF) « en présentiel » mais PBI-France et PBI-Honduras ont réussi à s'adapter aux nouvelles mesures pour

proposer une rencontre innovante. En effet, pour la première fois PBI-France a co-organisé avec PBI-Honduras, le 14 octobre 2020, une réunion (virtuelle) multilatérale à laquelle ont participé des représentants diplomatiques des Pays-Bas et de la France. Cette réunion se faisait autour de deux femmes défenseuses honduriennes, accompagnées par PBI Honduras sur le terrain :

- **Maria Félicita Lopez** : dirigeante autochtone, défenseure des droits humains, de la terre et du territoire des femmes Lenca dans le Mouvement indigène indépendant Lenca de La Paz (MILPAH)
- **Andrea Regina Pineda** : avocate au Centre hondurien pour la promotion du développement communautaire (CEHPRODEC)

Les représentant.e.s du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères français étaient :

- **Apolline Blanchard** : rédactrice à la direction des Amériques du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
- **Marine Ouin** : assistante – Mission du Mexique, de l'Amérique centrale et des Caraïbes, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
- **Antoine Boudou** : rédacteur -Société civile - Droits humains - Genre - Gouvernance, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

Et celui du Ministère des affaires étrangères des Pays-Bas :

- **Floris Serne** : chargé droits humains pour l'Amérique Latine, Ministère des affaires étrangères

Cette réunion avait pour objectif de sensibiliser les acteurs diplomatiques européens sur la situation critique des défenseur.e.s des droits humains, et notamment de ceux et celles qui défendent la terre et le territoire (l'impact des barrages hydro-électriques est une problématique majeure, par exemple), mais aussi les droits LGBTQI+, en amont de l'Examen périodique universel (EPU) du Honduras qui s'est tenu en novembre 2020. L'impact des restrictions dues à la pandémie de la Covid-19 sur l'exercice des libertés fondamentales et des droits humains a aussi été abordé. Les défenseuses ont également soulevé le cas des défenseurs du cas Guapinol, actuellement criminalisés et arbitrairement détenus, et dont un des membres avait été assassiné la veille de la rencontre. Les défenseurs du cas Guapinol ont été nominés au Prix Sakharov des droits de l'Homme (Union européenne) grâce au travail de plaidoyer auprès des parlementaires européens de toutes les entités de PBI, dont PBI France.

Cette réunion de plaidoyer a été une réussite car lors de son intervention à l'EPU du Honduras, la France a fait mention de l'assassinat du défenseur de droits humains du cas Guapinol et s'est inspirée de notre recommandation suivante :

« Conformément aux normes internationales, s'abstenir d'utiliser les forces armées dans les activités de sécurité des citoyens et améliorer les programmes de formation aux droits de l'Homme et à l'égalité des sexes pour le personnel des forces judiciaires et de sécurité. »

Tournée de plaidoyer Mexique

Le 15 décembre 2020, PBI Mexique et PBI France ont collaboré pour l'organisation « en distanciel » d'une réunion de plaidoyer entre deux défenseur.e.s du droit à la terre, au territoire et à l'eau, et les représentants du ministère des Af-

faïres étrangères français. Cette tournée était initialement prévue « en présentiel » dans le cadre de la subvention de la Mairie de Paris et du Barreau de Paris.

Les défenseur.e.s, **Samantha César** et **Juan Carlos Flores** sont tous deux membres du Front populaire en défense de la terre et de l'eau, Morelos, Puebla et Tlaxcala (FDTPA), et luttent activement depuis 2012 contre le projet intégral Morelos (PIM), un projet alliant gazoducs, centrales thermoélectriques et 1 aqueduc, conduit sur le territoire de leur communauté sans aucune consultation préalable, libre et informée (prévue par la Convention 169 de l'OIT). Ce projet affecte 90 peuples autochtones.

Ils ont pu discuter avec **Nicolas Sauvin**, rédacteur Mexique, chef de mission adjoint aux Amériques et Caraïbes, **Antoine Boudou**, rédacteur société civile, **Dimitri Touren** rédacteur droits humains à la direction des Nations-Unies et **Elise Varrey** du ministère des Affaires étrangères français, qui étaient notamment intéressé.e.s par le rôle de l'entreprise française Saint-Gobin dans les violations des droits commises dans la communauté et se sont engagé.e.s à aborder le sujet avec la représentation diplomatique française au Mexique, en lien avec les obligations de la Loi Sapin II relative au devoir de vigilance des entreprises, ainsi qu'à contacter l'entreprise elle-même.

3 - Activités de sensibilisation du public français

Malgré la situation sanitaire, PBI France a organisé et participé à plusieurs événements et conférences en 2020 :

- Vendredi 21 août 2020 : Marion Fichet a animé un atelier sur les enjeux de la solidarité internationale dans la crise climatique avec le CCFD-Terre Solidaire à Port-Lesney, à côté de Besançon, dans le cadre du Camps Climat Doubs Jura. Des Camps Climat ont été organisés partout en France à cette date par ANV-COP 21 et Alternatiba. Cet atelier a réuni 25 personnes de divers horizons. Marion a pu leur présenter les enjeux de défense du territoire et des droits humains qui animent la lutte de certains des défenseur.e.s accompagné.e.s par PBI sur le terrain, ainsi que les modalités de l'intervention civile de paix et les possibilités de départ en mission.
- Samedi 5 septembre 2020 : Lors de la journée des associations du XIème arrondissement de Paris, Marion Fichet, Elise Mellon, Manon Cabaup et Yasmine Louanchi ont tenu le stand de PBI France entre 10h à 18h. Elles y ont effectué des activités de sensibilisation du public sur les activités de PBI sur le terrain et en France. Le nombre de visiteurs du stand est estimé à environ 50 personnes. Cette journée a notamment été l'occasion de rencontrer des adhérent.e.s de longue date de PBI France, ainsi que la photographe Marc Lathuillière, avec qui nous avons planifié l'organisation d'un événement conjoint.
- Lundi 14 septembre 2020 : Aurore Guyard, volontaire française de retour du projet PBI Mexique a fait un retour d'expérience sur son volontariat et répondu aux questions des bénévoles et du public présent. La session a été diffusée en live sur Facebook et au moins 20 personnes y ont assisté. Les autres retours d'expérience organisés cette année l'ont été à destination unique de nos bénévoles.
- Mardi 6 octobre 2020 : PBI France a été invité à intervenir lors de la conférence de vernissage de l'exposition photo « Crecer Resistir » de Marc La-

thuellière, centrée sur le quotidien et la résistance de communautés autochtones colombiennes. Marc avait été orienté par Manon Cabaup vers PBI Colombie en amont de son projet, et il a pu rencontrer des communautés locales, y compris des accompagnés.e.s de pays grâce au soutien logistique des équipes de PBI en Colombie. Notre coordinateur Yali Sequeira et notre bénévole référente Colombie Léa Courrèges ont pu y présenter PBI, ses méthodes d'intervention, le projet Colombie et la situation actuelle des droits humains dans le pays, et tout particulièrement dans la région d'Urabá, d'où viennent les communautés photographiées. Plus de 40 personnes ont assisté à cet événement organisé par la Sorbonne ArtGallery et qui s'est tenu dans l'amphithéâtre d'honneur de l'Université Paris II Panthéon-Sorbonne.

- Jeudi 22 octobre 2020 : Notre bénévole Yasmine Louanchi a organisé une diffusion du documentaire « Sangre de la Tierra » que les bénévoles de PBI France et PBI Belgique avaient traduit et sous-titré en français au cours de l'été. La projection s'est faite au campus de Condorcet, à l'Institut des Hautes études de l'Amérique Latine (IHEAL) en collaboration avec le bureau des étudiants de l'Institut (Aves de Paso), et s'est poursuivie avec un débat et l'intervention de David Dumoulin, professeur à l'IHEAL et sociologue qui travaille sur les formes de l'action collective transnationale. Environ 30 étudiant.e.s étaient présent.e.s.
- Mercredi 28 octobre 2020 : Notre chargée de communication et événementiel, Marion Fichet a organisé et animé en soirée un atelier participatif sur l'intervention civile de paix, dans un bar collaboratif à Besançon. Environ 15 personnes ont assisté à cet atelier.
- Samedi 14 novembre 2020 : Elise Mellon a représenté PBI France lors de la conférence « Colonialisme, néo-colonialisme et dette écologique », organisée en ligne par le CADTM France dans le cadre du Festival des Solidarités. Elle y a présenté les impacts des méga-projets extractivistes sur les droits humains dans les pays d'intervention de PBI (notamment Mexique et Honduras) ainsi que les méthodes d'intervention de PBI, basées sur la non-ingérence. Les autres intervenant.e.s étaient Mireille Fanon Mendès-France (fille de Frantz Fanon), Nicolas Sirseron du CADTM France, et Thomas Barts de Survie. Environ 60 personnes ont assisté à cet événement.
- Mardi 24 novembre 2020 : Ciné - débat "Extractivisme vert et communautés autochtones" autour du documentaire « Sangre de la Tierra ». Cet événement, co-organisé par PBI France et PBI Suisse, s'est tenu dans le cadre du Festival des Solidarités, en ligne sur la plateforme Big Blue Button. 75 personnes ont assisté à l'événement. La projection du documentaire s'est poursuivie par une intervention de son réalisateur, Félix Zurrita de Higes, et de Maria Josefina Caal Xol, sœur du défenseur guatémaltèque Bernardo Caal Xol, accompagné par PBI Guatemala, et actuellement arbitrairement détenu en raison de sa lutte pacifique pour le droit à la terre, et qui est présenté dans le film. Celle-ci intervenait en direct de sa communauté au Guatemala, et a pu interagir avec le public.
- Dimanche 29 novembre : PBI France et ses organisations partenaires dans le cadre du Festival des Solidarités ont co-organisé une après-midi d'événements autour de la thématique « Extractivisme : les femmes en première ligne ? ». L'après-midi s'est ouverte sur une table-ronde

réunissant Camille Bruneau, membre du CADTM Belgique, Sofia Dagna, membre du Collectif Guatemala, Jules Falquet, maître de conférence en sociologie et spécialiste des féminismes communautaires, Guadalupe Ramirez, défenseure mexicaine des droits humains accompagnée par PBI Mexique, en lutte contre le projet éolien d'EDF dans l'Isthme de Tehuantepec, ainsi que Chloé Stevenson, ex volontaire française de PBI au Mexique. Elle s'est poursuivie par l'animation parallèle de trois ateliers différents : « Arts et luttes féministes autochtones » (animé par le CSIA-Nitassinan), « Les femmes, premières impactées par les conséquences économiques, politiques, et plus particulièrement extractivistes de la dette » (animé par le CADTM), et « La criminalisation des défenseuses de l'environnement et le rôle de l'accompagnement international. Le cas de la résistance à Union Hidalgo, Oaxaca, Mexique » (animé par Marion Fichet de PBI France). Et s'est terminée par un café littéraire autour de la présentation du dernier livre de Jules Falquet. Plus de 75 personnes ont assisté à cet événement en ligne.

4 - Alertes relayées dans le réseau de PBI-France

Envoyées par les programmes terrain, nous traduisons et relayons l'information auprès de nos partenaires (Ministère des Affaires étrangères, Barreau de Paris, ONG partenaires, Bureau du Rapporteur Spécial des Nations unies sur la situation des défenseur.e.s des droits de l'Homme, député.e.s ou sénateur.ice.s ciblé.e.s) ou aux personnes qui avaient préalablement rencontré des défenseur.e.s faisant l'objet de ces alertes.

- Dans le cadre de la pandémie de la COVID-19, tous les projets de PBI ont travaillé ensemble afin de préparer des « paquets d'information » qui avaient pour objectif d'informer les différents groupes nationaux et leurs réseaux d'alertes respectifs sur l'impact que la crise sanitaire avait sur le travail des projets, mais surtout sur la situation des défenseur.e.s de droits humains qui se dégradait constamment au vu de l'évolution de la pandémie. En effet, au-delà de l'impact direct du virus sur l'état de santé des défenseur.e.s, nous avons constaté une importante aggravation de leur sécurité en raison de l'isolement provoqué par les nombreuses mesures restrictives de libertés mises en place par les différents gouvernements pour endiguer la crise.

- PBI France a relayé à son réseau pendant le mois de mai 2020 une alerte urgente provenant de PBI Colombie. Celle-ci exprimait une profonde inquiétude concernant les récentes nouvelles d'opérations de renseignement illégales révélées par un média colombien. A cette occasion nous regrettons qu'en dépit des multiples indications et dénonciations faites par les journalistes, les défenseur.e.s des droits de humains, les membres du Congrès et la Cour suprême elle-même, ces informations n'aient pas été le résultat d'enquêtes judiciaires. Selon le rapport "Las carpetas secretas" (Les dossiers secrets) publié par le magazine Semana le 1er mai, 130 personnes auraient été soumises à un "profilage et un contrôle" par des entités de l'armée nationale colombienne, dont le but était de préparer des rapports des services de renseignement militaire sur leur vie et leurs activités professionnelles et privées.

- Dans la nuit du 10 juillet, un groupe de femmes transgenres a été attaqué par des inconnus dans le centre de Tegucigalpa, au Honduras. Les hommes sont arrivés dans une voiture dont les plaques d'immatriculation avaient été retirées, et ont commencé à tirer en direction de Scarlet Cambel, la défenseure et membre de l'association LGBTIQ+ Arcoiris. Cambel est morte de ses blessures, tandis qu'une autre femme trans a été blessée à la main. Ce meurtre est survenu

un an après celui de Bessy Ferrera, une autre membre d'Arcoiris. Arcoiris a passé des mois à attendre la mise en œuvre de mesures de sécurité collective de la part de l'Office national de protection du Honduras. PBI-France a relayé cette alerte à son réseau afin d'augmenter la visibilité de cette situation.

- Nous avons également fait écho de la grave situation provoquée par les ouragans ETA et IOTA qui se sont abattus sur l'Amérique centrale pendant les mois d'octobre et novembre 2020. En plus des problèmes inhérents à la crise sanitaire, ces deux catastrophes naturelles ont fortement impacté le Nicaragua, Honduras, Guatemala et Panama, rendant la situation des défenseur.e.s de droits humains encore plus difficile en cette période de détresse sanitaire et humanitaire.

5 - Financements et transferts de fonds aux programmes de terrain

La **Mairie de Paris** nous a fait une subvention de 6000 euros (dont 3000 euros pour PBI France et 3000 euros pour PBI Mexique) pour notre projet sur la protection des femmes défenseuses des droits humains au Mexique. Cette subvention incluait des activités d'accompagnement au Mexique, des commémorations autour des 30 ans de PBI Mexique, ainsi qu'une tournée de plaidoyer en France de défenseuses mexicaines. Au vu des restrictions sanitaires qui ont empêché la tenue physique de la tournée et retardé certaines activités de terrain, la Mairie de Paris nous accordé une « no-cost extension » et a donné son accord pour une tournée au format numérique. Amorçées il y a 2 ans, PBI continue d'approfondir ses bonnes relations avec la Mairie de Paris.

Le **Fonds de dotation du Barreau de Paris**, bailleur de longue date de PBI France, nous a accordé une subvention de 8500 euros fin 2019 pour notre projet de protection des femmes défenseuses des droits humains au Mexique et Honduras, dont 7000 euros en 2020. Nous avons envoyé 2500 euros à PBI Mexique, 2500 euros à PBI Honduras et gardé 2000 euros pour PBI France. Le Barreau de Paris nous a lui aussi accordé une « no cost-extension » au vu de l'impact de la crise sanitaire sur le déroulé de nos activités en France comme sur le terrain. Fin 2020, le fonds de dotation nous a accordé une nouvelle subvention de 5800 euros sur 2020-2021, dont 2030 euros en 2020, pour notre projet sur la criminalisation des défenseur.e.s des droits humains et la protection des défenseur.e.s arbitrairement détenu.e.s au Guatemala. Le reste de la subvention sera utilisé en 2021, et un virement de 3770 euros sera fait à PBI Guatemala.

La Fondation **Non Violence XXI** nous accordé un soutien de 4000 euros pour le projet de PBI au Kenya (dont 400 euros pour PBI France) et 4000 euros pour le projet de PBI au Guatemala (dont 400 euros pour PBI France) afin de financer des activités d'accompagnement de terrain.

Suite à l'annonce faire fin 2019 de la fin de son soutien pluri-annuel au projet Honduras (20 000 euros par ans sur plusieurs années), le **Secours Catholique Caritas France** (SCCF) nous a accordé un soutien de 2000 euros afin de continuer notre plaidoyer sur les défenseur.e.s du droit à la terre hondurien.ne.s, en amont de l'EPU du Honduras au Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU.

Le comité d'organisation du **Festival des Solidarités** (FestiSol) a accordé une subvention de 1100 euros au collectif d'organisations porté par PBI France (avec le Collectif Guatemala, le CADTM France et le CSIA-Nittassinan). Nous avons divisé ce montant avec les organisations membres du consortium, et PBI France a gardé 660 euros (soit 60%), en reconnaissance de son travail sur le dépôt de la

demande de subvention et l'organisation des événements conjoints organisés dans le cadre du Festival.

Le **Fonds de développement de la vie associative** (FDVA) « formations » nous a accordé 1750 euros pour l'organisation et l'animation de nos journées d'initiation et week-end de formation à l'intervention civile de paix.

Finalement, dans le cadre du financement du « returned volunteer position », **PBI Allemagne** nous a transféré 9000 euros, qui ont permis de payer presque entièrement le salaire de Marion Fichet, ex volontaire française de PBI Mexique, sur un poste de chargée de communication et événementiel à 80 % pendant 6 mois, entre juin et novembre 2020.

Même si les dépenses de PBI-France sont très modestes, les **dons de ses membres** l'aident grandement à survivre : en 2020, les dons représentent **environ 4920 €, soit près de 9% de nos recettes annuelles. Nous remercions chaleureusement toutes les personnes qui continuent à nous soutenir**, elles contribuent à préserver notre indépendance politique et la mise en place de nos actions.

6 - Relations avec le milieu associatif

PBI-France reste membre du Réseau France Colombie Solidarités - RFCS, mais n'a pu participer qu'à une réunion cette année, en raison de ses faibles ressources humaines. PBI y était d'ailleurs représentée par sa stagiaire, Yasmine Louanchi.

PBI-France est également membre du **Comité pour l'Intervention Civile de Paix** et Charlotte Ivern, vice-présidente de PBI-France est secrétaire générale du bureau du Comité depuis 2017. La collaboration avec le Comité a été importante cette année encore avec la préparation de la deuxième édition du Diplôme universitaire « Intervention civile de Paix » proposé à l'institut Catholique de Paris, qui a cette année reçu sa certification officielle auprès du registre national des certifications professionnelles. Nous avons aussi travaillé ensemble à l'occasion de l'organisation d'un week-end de formation à l'intervention civile de paix le 27 et 28 juin 2020.

PBI-France est également membre de **Non-Violence XXI** et a participé aux deux réunions du conseil d'administration de l'association, où elle est représentée par Georges Leperchey.

PBI-France a mis en relation le projet de PBI Nicaragua au Costa-Rica et la **diaspora nicaraguayenne en France et en Europe** (Collectif de Solidarité avec le peuple du Nicaragua et SOS Nicaragua Europa) en profitant du fait que l'ancien coordinateur, Yali Sequeira, avait participé à la création de ces deux réseaux entre 2018 et 2019. Cette mise en relation a donné lieu à plusieurs réunions entre le projet Nicaragua et la diaspora nicaraguayenne dans l'objectif de préparer des événements en commun. Pour l'instant ces événements n'ont pas encore eu lieu mais l'idée est de réaliser une première rencontre entre les réfugié.e.s nicaraguayen.ne.s au Costa Rica et celles et ceux en Europe afin de créer un partage d'expériences tout en tissant des liens entre réfugié.e.s. L'objectif principal de cette incitative est de donner de la visibilité aux réfugié.e.s qui sont marginalisé.e.s au sein du mouvement migratoire et qui ne bénéficient pas, pour l'instant, d'aides.

Dans le cadre du **Festival des Solidarités**, PBI France a organisé plusieurs événements de sensibilisation en collaboration avec des organisations membres du CICIP : **le Collectif Guatemala, le CSIA-Nitassinan, et le CADTM France**. Nous avons déposé, sous l'impulsion de Marion Fichet, une demande de subvention conjointe au Festival des Solidarités et conduit les activités en collectif.

PBI-France a également répondu présent à plusieurs réunions inter-associatives convoquées par ses partenaires de manière ponctuelle.

7 - Communication

A la publication papier Présence Internationale, dont la suppression a été décidée lors de l'AG de mars 2020, a succédé une **lettre d'information**, envoyée par voie numérique et par papier à ceux et celles qui le souhaitent. En 2020, nous avons envoyé 4 lettres d'information (avril, juillet, octobre et décembre 2020). Nous avons aussi traduit le **rapport annuel 2019 de PBI International** en français en début d'année 2020 (grâce à notre bénévole Sophie Duval), que nous avons distribué au format digital à nos adhérent.e.s et partenaires, et fait imprimer en petit nombre à des fins de plaidoyer.

PBI-France continue de développer ses comptes sur le réseau social **Facebook (1608 abonné.e.s)** en publiant des nouvelles régulières des programmes terrains, des photos et des articles durant les tournées virtuelles de défenseur.e.s ; ainsi que sur **Twitter (668 followers)**.

En 2019 nous avons publié de nombreux articles sur le **site web** de PBI France, réalisés par nos soins ou traduits par des bénévoles. A l'occasion de la journée internationale des droits humains, le 10 décembre 2020, nous avons publié une série de portraits de femmes défenseuses des droits humains, réalisés par les bénévoles référentes pays. Nous y avons également relayé les offres de volontariat des différents pays dans lesquels nous menons à bien nos actions.

8 - Formations externes et internes

Deux journées d'initiation ont été organisées en 2020 : le 17 mai 2020 (CICIP - 12 participant.e.s) et le 28 novembre 2020 (*online* - 12 participant.e.s). Ces journées visent à présenter PBI, ses principes et modalités d'actions, ses programmes sur le terrain et les modalités de départ en volontariat. Des exercices pratiques d'intervention civile de paix y sont présentés. Ces journées permettent de mobiliser de nouveaux bénévoles pour nos actions et de faciliter le recrutement de volontaires de terrain.

PBI-France a aussi organisé un **week-end de formation à l'intervention civile de paix le 27 et 28 juin (12 personnes)**. Ce week-end était financé par la subvention FDVA 2020.

Deux formations à l'ICP ont été réalisées auprès d'un public étudiant : Le 14 mars deux membres de l'équipe de formation ont animé une demi-journée d'initiation à l'ICP auprès d'étudiant.e.s de l'IEP de Lille (16 étudiant.e.s) ; et le 28 septembre, dans le cadre d'un cycle de formation sur les différents métiers de

l'action internationale, les formatrices de PBI France ont donné une formation-conférence aux étudiant.e.s de l'université Paris-Dauphine (50 étudiant.e.s).

9 - Vie associative

L'assemblée générale s'est tenue le 8 mars 2020, qui a vu un renouvellement partiel des membres du CA (changement de trésorière et abandon de poste de certain.e.s membres), et le **CA** de l'association s'est réuni à 5 occasions (6 février, 28 avril, 30 juin, 25 septembre et 12 décembre) et a également tenu un « retraite » de cohésion de ses membres le 9 juillet.

3 réunions de coordination pour les bénévoles se sont tenues en 2020 (23 janvier, 12 mai, 26 septembre), et **6 mini-formations** ont été organisées pour les bénévoles : consensus le 26 septembre, veille informationnelle et organisation de ciné-débat le 13 octobre, atelier de création de sous-titrage le 25 octobre, et réseaux sociaux et gestion de projets le 14 décembre. Certaines bénévoles ont également organisé des réunions entre elles, afin de mieux coordonner les activités, par exemple entre les bénévoles communication et les référentes pays (réunion du 30 décembre 2020).

L'équipe de formation se réunit 1 fois par mois (**9 réunions** organisées en 2020) et a organisé une **deuxième session de formation de formatrices** le 12 juillet afin d'élargir le champ des domaines de formation, de travailler sur la cohésion d'équipe et la posture de formatrice. En octobre 2020, PBI France a sélectionné et formé **deux nouvelles membres** pour son équipe de formatrices pour les journées d'initiation et les week-end sur l'intervention civile de paix que PBI France organise.